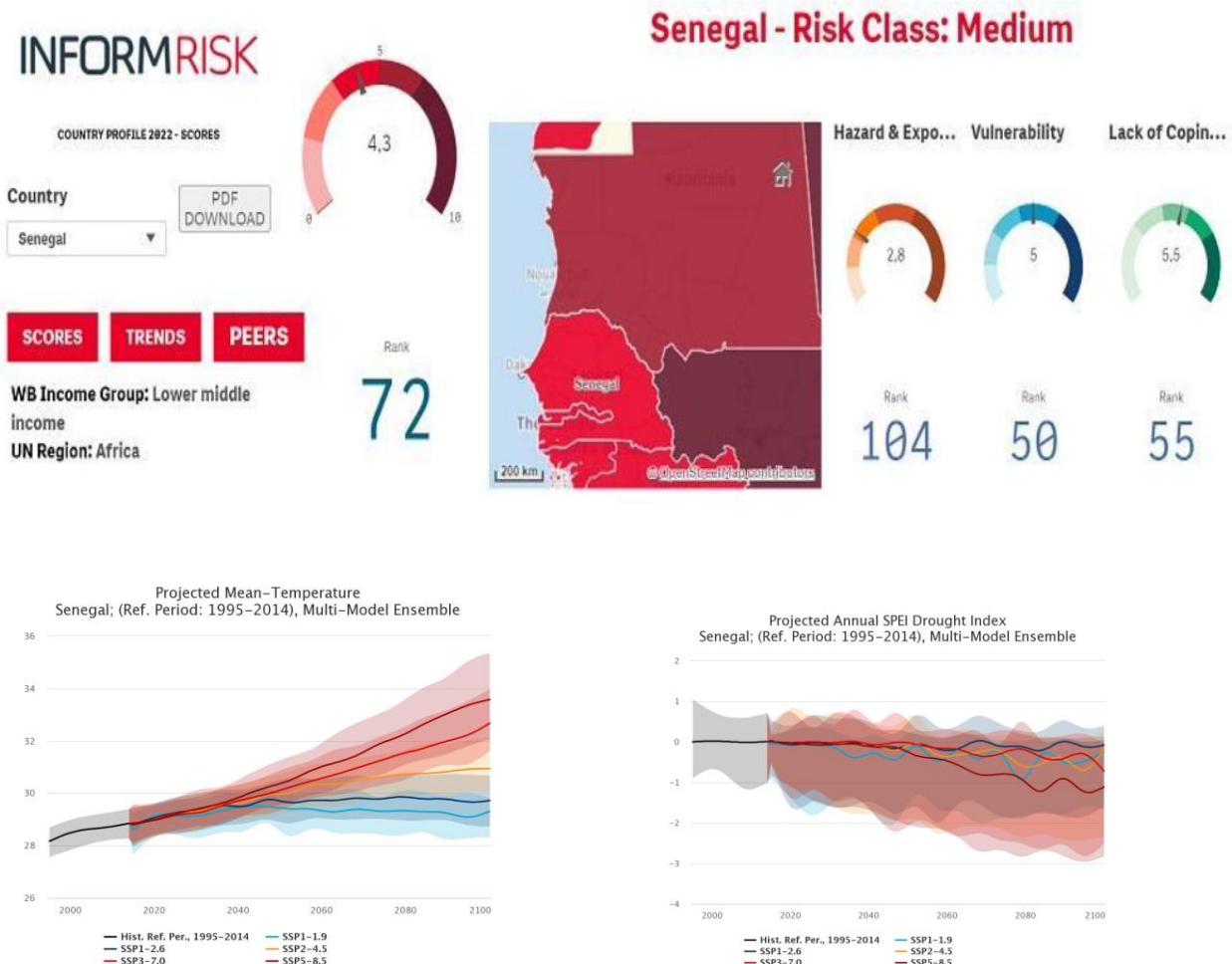


Sénégal Post-COVID et mise en œuvre des engagements dans la CDN

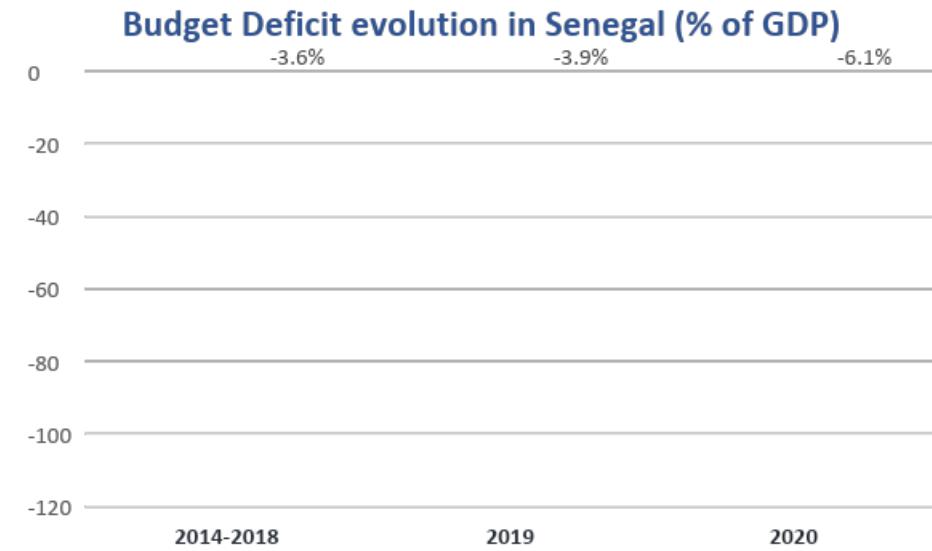
Contexte de l'étude

- Augmentation des températures et baisse des précipitations selon les différentes projections climatiques
- Senegal, un pays avec une exposition non-négligeable aux risques et extrêmes climatiques avec une faible capacité d'adaptation climate risks/extremes and low capacity of adaptation
- Accord de Paris et élaboration de la CPDN en 2015
- Soumission de la CDN du Sénégal en 2020



Contexte de l'étude

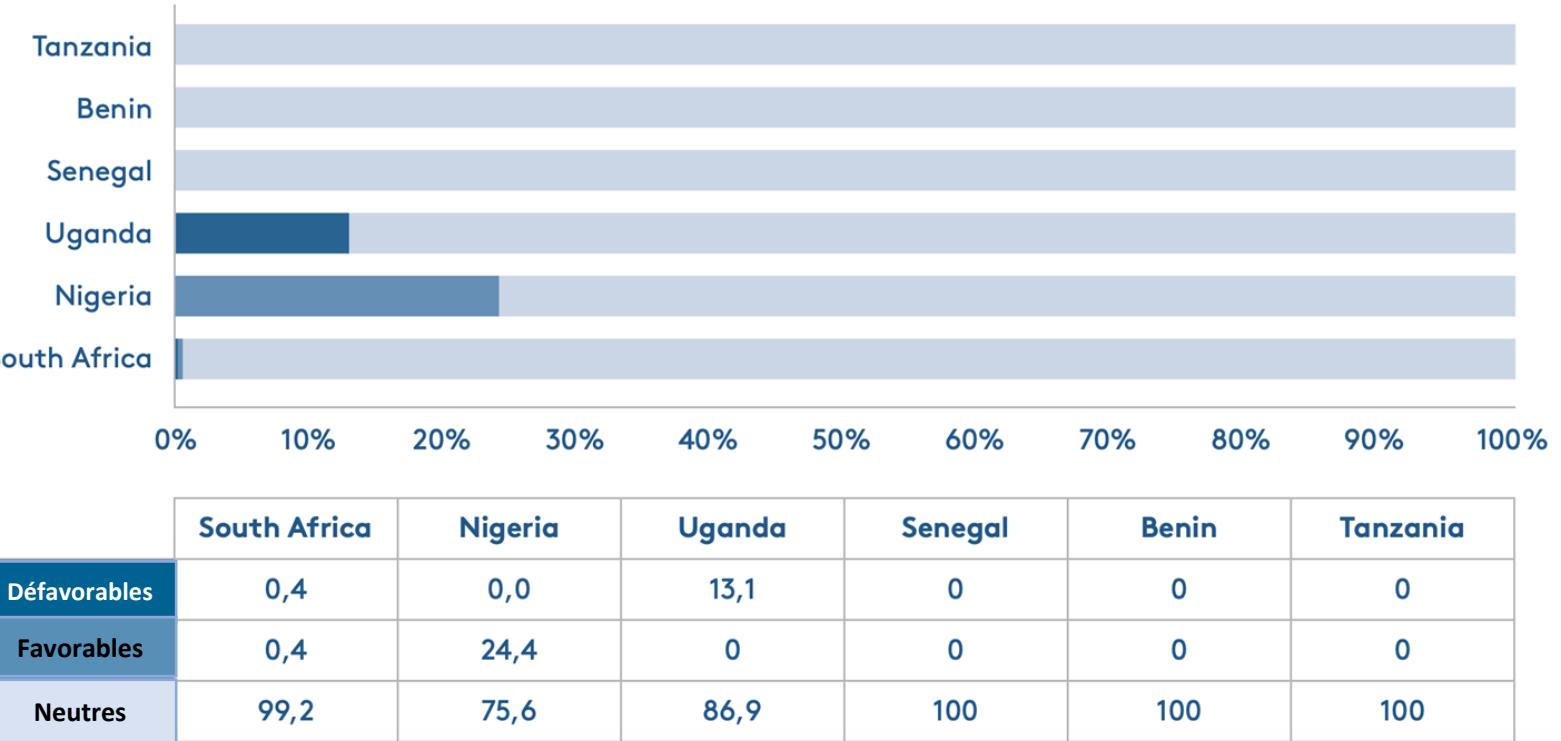
- COVID-19 une crise aux conséquences multiples
- Face à la COVID-19, le Sénégal a lancé le PRES pour contenir la propagation du virus et soutenir les secteurs les plus affectés (1000 Mds FCFA)
- Déficit budgétaire qui s'est accru de -3.9% à 6.1% entre 2019 et 2020
- Dans le PRES, pas de mesure importante pour l'action/la finance climatique



Objectifs de l'étude

1. Vérifier si le contexte de la pandémie a eu une incidence sur son action climatique
2. Analyser les progrès et contraintes dans la mise en œuvre de la CDN
3. Examiner dans quelle mesure les priorités récentes (post-COVID) du Sénégal sont alignées avec les engagements de la CDN
4. Formuler des recommandations pour une mise en œuvre effective de la CDN dans un contexte post-COVID

COVID-19 et action climatique dans les différents pays du projet CoMPRA



- Le Nigéria reste le champion parmi les six pays en incluant notamment dans son plan de riposte l'accélération de la stratégie d'énergie solaire (0.62 Mds USD)
- Les mesures initiées dans les autres pays, dont le **Sénégal** n'intègrent aucune nouvelle politique structurée en matière d'efforts de lutte contre le changement

Objectifs de la CDN

Atténuation

Réduction de 7% des émissions en 2030 (inconditionnelle)

Réduction de 29% des émissions en 2030 (conditionnelle)

Adaptation

Amélioration de la résilience des écosystèmes et des communautés

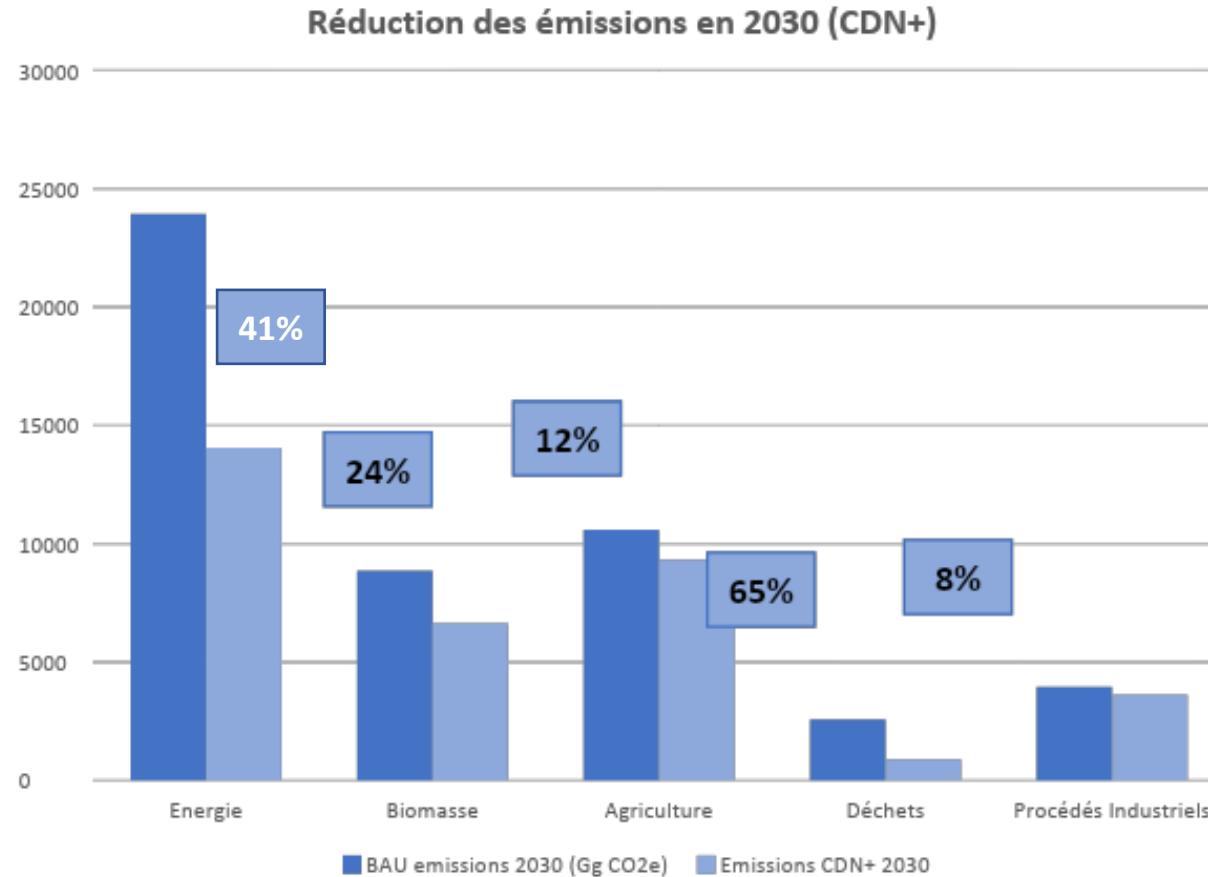
Renforcement du système de collecte et d'utilisation des données liées au climat

Renforcement de la protection de la santé et du bien-être des populations contre les risques et désastres climatiques



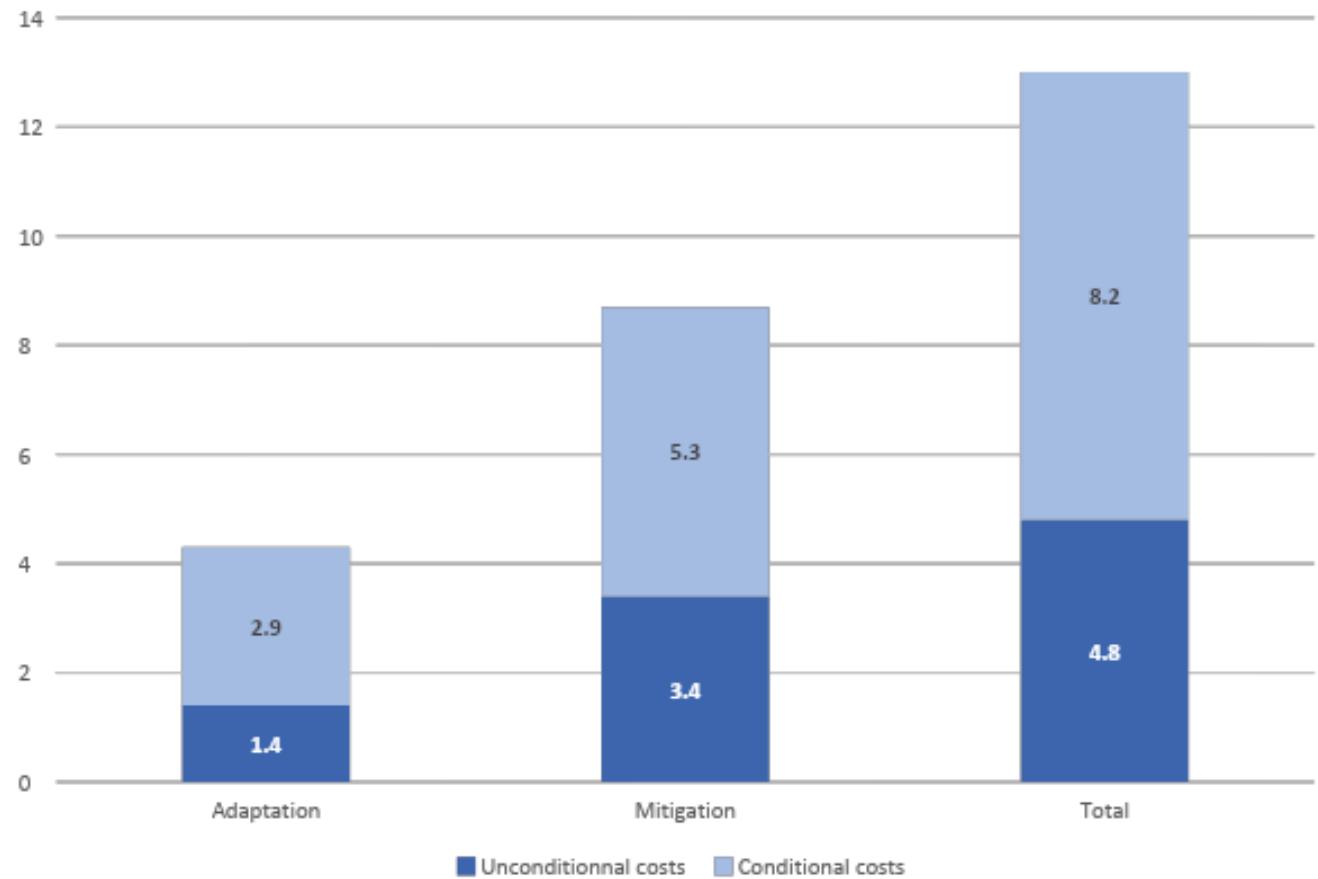
Objectifs de la CDN(Réduction des émissions par secteur– CDN+)

- Energie, le secteur le plus émetteur, suivi de l'agriculture
- Des réductions importantes attendues du secteur de l'énergie



Besoins financiers de la CDN

- 13 Mds USD pour la mise en œuvre de la CDN
- La composante atténuation représente 67% des besoins alors que 37% consacrés à l'adaptation
- Une part importante des besoins sont attendus des partenaires (63%)



Principaux instruments actuellement mobilisés par le Sénégal pour mettre en œuvre la CDN

Financiers	Mécanismes de marché	Taxation
Fonds internationaux (FVC, FEM, LDC Funds, ...)	Mécanisme de Développement Propre (MDP)	Exonération de taxes sur les énergies renouvelables
Ressources domestiques	Coopération bilatérale, notamment avec 6.2 of P.A. (Ex: Accord avec Suisse)	Taxe carbone (en développement...)

Progrès réalisés sur la mobilisation de ressources et les défis liés à la mise en oeuvre de la CDN

- CSE and LBA accrédités au FVC. Deux autres entités nationales sont en cours d'accréditation auprès du GCF.
- Les fonds approuvés pour le Sénégal à travers les principaux canaux financiers existants restent très faibles par rapport aux besoins des NDC. Entre 2015 et 2021, seulement 149,56 millions d'USD ont été reçus, et 1,5 million d'USD a été approuvé. **représentent 1.15% du coût global de la CDN**

	Amount (USD million)	Amount approved compared to NDC financial needs (%)
GCF	122,01	0,94%
LDC Fund	17,32	0,13%
GEF Trust Fund	2,34	0,02%
Global Climate Change Alliance	6,34	0,05%
Adaptation Fund	1,55	0,01%
Total	149,56	1,15%

Autres difficultés notées dans la mise en œuvre de la CDN

Une stratégie de mobilisation des ressources pas encore opérationnelle

Un financement sur ressources propres non encore alignée avec la CDN (pas de visibilité sur lignes du budget national dédié au climat ou CDN)

Un secteur privé très peu intégré dans le processus

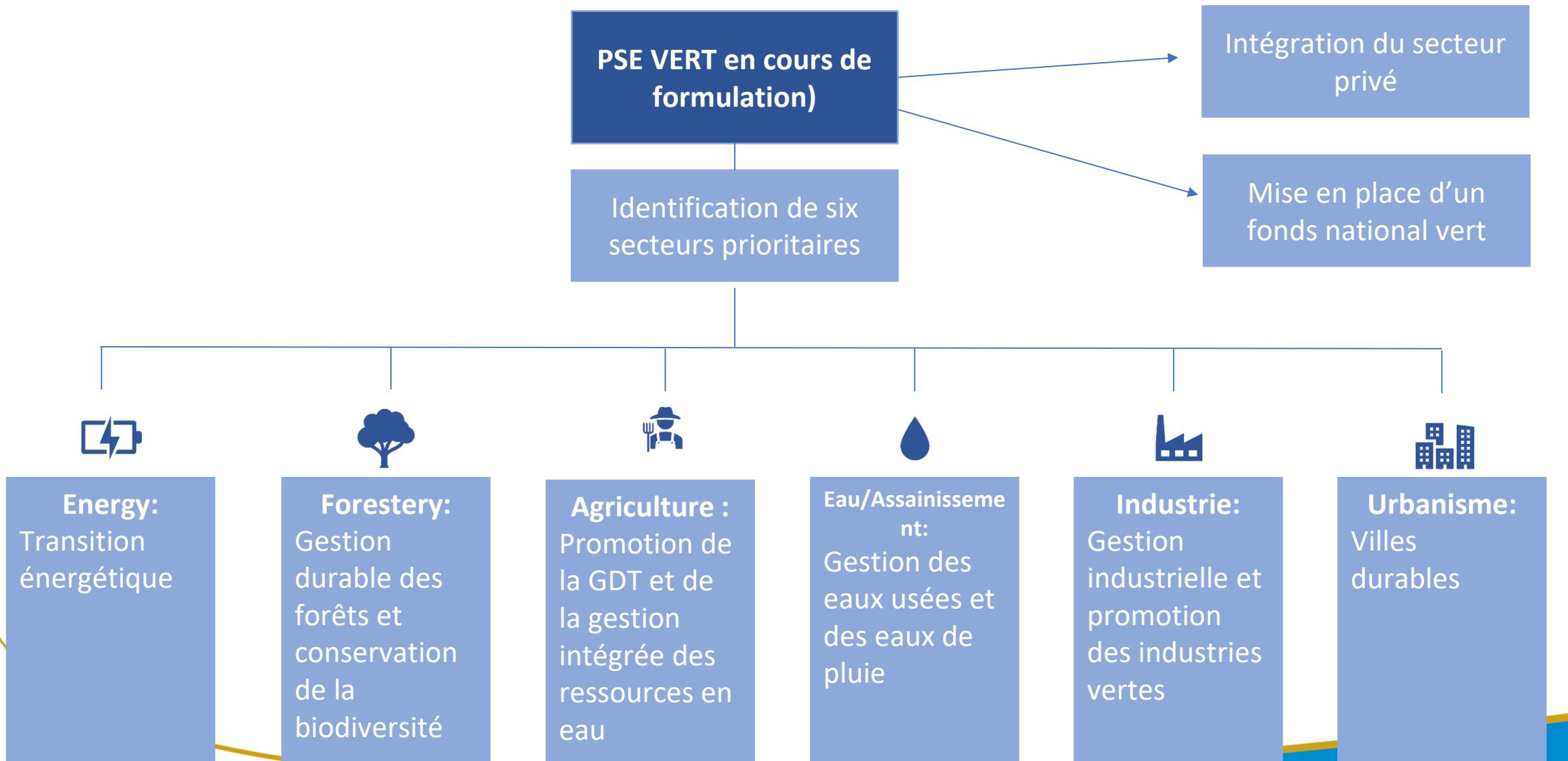
Des politiques de développement sectorielles qui sont très peu connectées/articulées à la CDN

Des cadres de mesure des progrès réalisés dans la mise en œuvre encore à rendre opérationnels au niveau national (SSE, MRV)

Besoin important en ressources humaines de qualité

**Est-ce que les récentes priorités de l'État sont alignés
avec les engagements climatiques?**

En partie, Oui (1)



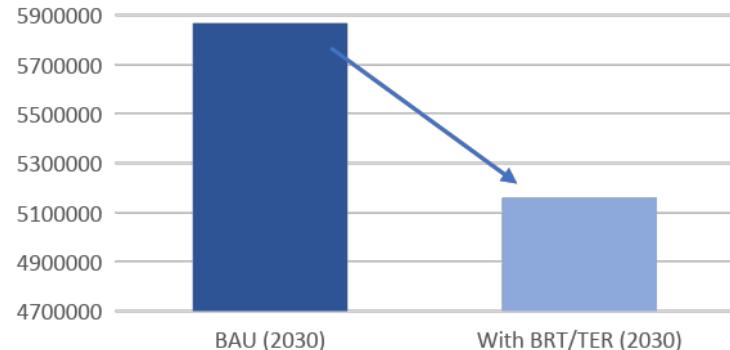
En partie, Oui (2)

Infrastructures de transport propres

TER pour une reduction des émissions reduction estimée à 8440 t CO2/année

BRT opérationnelle en 2023/2024 et pourrait réduire les émissions de 219 000 t en 2030

Réduction des émissions dans le secteur du transport avec BRT et TER (2030)



Promotion des énergies renouvelables

2 nouvelles centrales solaire (89 000 tCO2 évitées/an) et éolienne (158 MW de capacité)

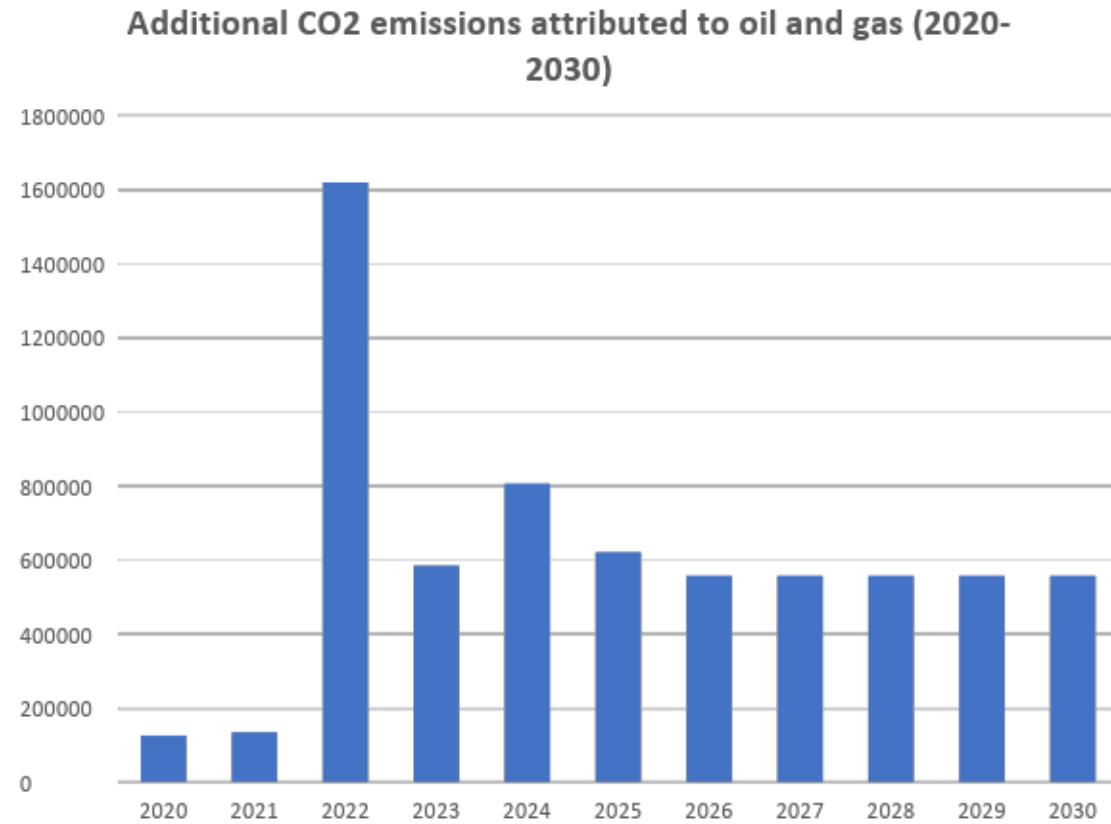
Projet du FVC approuvé pour fournir à 1000 villages 1000 villages de l'électricité par solaire (reductions estimées à 1 127 447 en 2045)

Création d'emplois verts

Création de 10 000 emplois verts pour les jeunes

..... Mais, les découvertes du pétrole et du gaz qui peuvent changer la donne

- Une forte augmentation des émissions de carbone causées par l'exploitation du pétrole et du gaz (+6,7 millions tCO2 pour Woodside et BP)
- Des coûts d'exploitation à **10 Mds USD** et qui représenteraient **77% des coûts de mise en oeuvre de la CDN**
- Les revenus provenant de la taxation du P&G relativement (1.5% of GDP en moyenne sur 25 years (FMI, 2019)
- Pas de stratégie claire sur la sortie des énergies fossiles



Recommandations

Légales/Institutionnelles

Aligner les politiques sectorielles avec les engagements de la CDN

Développer des systems de S&E et MRV pour une meilleure efficacité de la mise en oeuvre de la CDN

Techniques/Financières

Améliorer l'accès aux fonds climatiques en mettant l'accent sur l'intégration du secteur privé (fonds nationaux, entités accréditées, développement de projets bancables, renforcement des capacités pour développer des projets pertinents)

Renforcer le cadre national de pilotage des actions climatiques, en particulier l'AND (DEEC)

Thank you !